

COMPRENDRE LE VOTE (1/2)
Prochain et dernier volet :
la socio-démographie du scrutin
dans *Le Monde* du jeudi 26 avril

Un espace politique en archipel

LORSQU'ON ANALYSE en profondeur les résultats du premier tour de l'élection présidentielle, on constate qu'il ne faut pas exagérer les changements qui se sont produits. Dans la plupart des cas, on est assez proche de niveaux déjà atteints dans le passé par les différents courants politiques.

L'approche cartographique permet de relativiser ces oscillations, mais aussi de faire apparaître des tendances de fond. En effet, ce qui caractérise les dynamiques de la carte électorale depuis une vingtaine d'années, c'est qu'elles participent de l'émergence d'un nouvel espace français. Celui-ci n'est plus un puzzle de régions aux fortes identités héritées d'une longue histoire rurale ; il ressemble désormais, avec de moins en moins d'exceptions, à un archipel d'aires urbaines. Dans chaque ensemble urbain, avec des nuances liées à la taille des villes, la même configuration de gradients d'urbanité (centre, banlieue, périurbain) tend à se reproduire, avec des attitudes politiques différentes selon l'endroit où l'on se trouve.

Cette France en archipel est aussi celle des groupes sociaux et des modes de vie. En somme, plus encore que les distinctions socio-économiques ou socioculturelles classiques, c'est la localisation de l'habitat qui apparaît comme l'élément le plus prédictif de l'orientation politique. De plus en plus, les résidents d'un lieu l'ont choisi, parfois au prix d'arbitrages financiers douloureux, et il n'est donc pas surprenant que ces choix de vie rejoignent les choix de société que les électeurs font, d'une manière ou d'une autre, en optant pour un candidat.

Les cartes publiées par *Le Monde* – aujourd'hui et demain – peuvent rendre visibles ces mutations grâce à des langages cartographiques qui permettent de dépasser les limites de la carte classique. Celle-ci tend en effet à valoriser les grandes surfaces vides au détriment des concentrations de population, ce qui est particulièrement gênant pour un exercice démocratique. A partir des données communales, les cartogrammes, qui prennent comme fond une autre variable que la superficie – ici, la population –, et les cartes lissées, qui rendent aisément lisible une grande quantité d'informations, permettent de donner à voir ce nouvel espace politique français.

HERVÉ LE BRAS ET JACQUES LÉVY

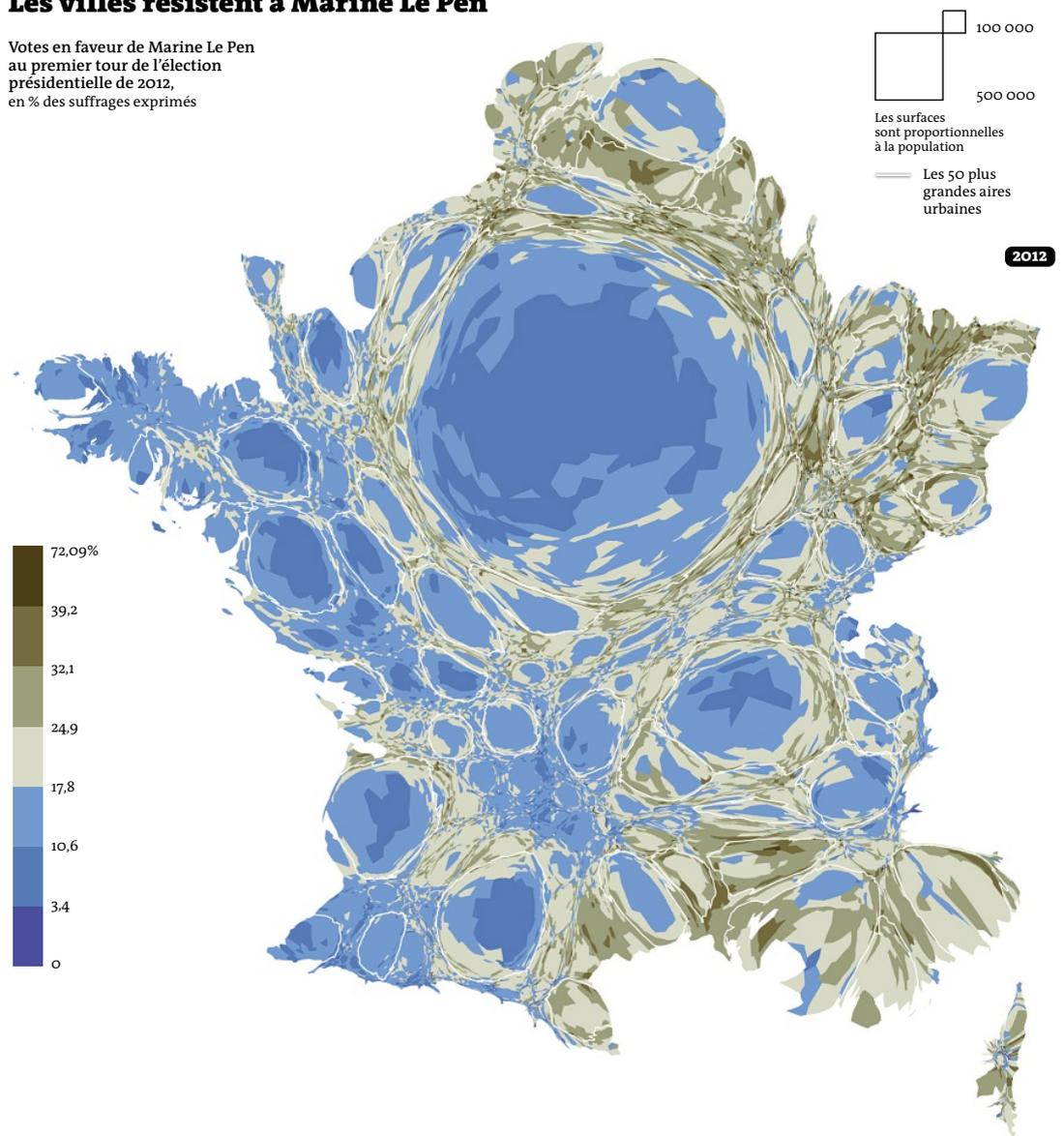
Hervé Le Bras, mathématicien, historien, démographe et directeur d'études (EHESS, INED), a développé une analyse historique et cartographique de l'espace anthropologique et politique français et européen. **Jacques Lévy**, géographe, professeur à l'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL), mène des recherches sur la ville, la mondialisation, l'espace du politique, la cartographie et la théorie du social. **Les cartogrammes ont été réalisés par le laboratoire CHôros : E. Chavinière, L. Guillemot, B. Beaudet et M. Borzakian.**

Les périphéries ont voté haut et fort, alors que l'abstention a progressé dans les centres urbains. Analyse géo-électorale du premier tour de la présidentielle, par Hervé Le Bras et Jacques Lévy

La France des marges s'est fait entendre le 22 avril

Les villes résistent à Marine Le Pen

Votes en faveur de Marine Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle de 2012, en % des suffrages exprimés



SOURCES : INSEE, MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR / CONCEPTION ET RÉALISATION : CHÔROS, EPFL

Discretisation standardisée

Le Front national se renforce en France mais s'affaiblit dans les villes. Cette carte spectaculaire montre que la signification politique des gradients, autrement dit des degrés d'urbanité, est maximale lorsqu'il s'agit de l'extrême droite. Depuis 2002, le rejet de Jean-Marie Le Pen par les habitants des grandes agglomérations s'est confirmé.

Les électeurs de l'agglomération parisienne et de presque toute l'Île-de-France confirment clairement leur refus de banaliser le FN, tandis que, à l'inverse, les périphéries les plus lointaines, dans l'Oise, l'Aube ou l'Yonne, renforcent leur adhésion à ce parti. Marine Le Pen

ne s'y est pas trompée en s'attaquant directement aux habitants des centres-villes lorsque, depuis son fief d'Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais), le 15 avril, elle brocardait les Parisiens, traités de « bobos » et stigmatisés pour s'adonner au brunch et au Vélip'.

En 2012, les grandes villes de la moitié nord et est du pays – cette France qui regroupe les bastions de la géographie lepéniste – rejoignent celles de l'autre moitié. Strasbourg, Mulhouse, Nancy, Dijon, Besançon, Lyon, Chambéry, Grenoble présentent désormais des scores faibles, comme ceux des villes de l'Ouest et du Sud-Ouest qui avaient exprimé leur rejet depuis plus longtemps. Dans le Midi méditerranéen,

enfin, Aix-en-Provence et Montpellier résistent, Marseille, Avignon, Nîmes et Perpignan hésitent, dans un environnement chauffé à blanc.

La grande différence entre ces deux moitiés de la France porte sur le périurbain : au nord et à l'est, ces zones urbaines situées à l'écart des agglomérations manifestent une forte adhésion à la candidate du Front national. Au sud et à l'ouest, le périurbain est davantage tenté de soutenir le FN, mais ce soutien reste à un niveau inférieur à la moyenne nationale. Ce sont alors les marges « hypo-urbaines », à l'extérieur des aires urbaines, qui constituent les zones de force de l'extrême droite. Au contraire, au nord et à l'est, le périurbain choi-

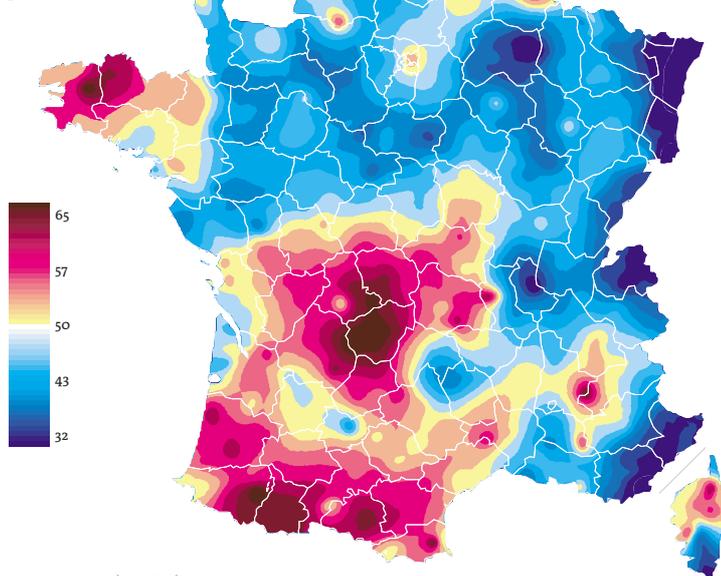
sit plus franchement Marine Le Pen.

L'espace du lepénisme, tout en se renforçant en masse, tend à perdre une part de sa consistance territoriale. Il est fait de filaments nombreux mais interstitiels, qui tissent une trame en négatif de celle des grands réseaux de communication. C'est l'espace du retrait, imposé ou volontaire, vis-à-vis de l'espace public. Inversement, l'urbanité, ce mélange de densité et de diversité, se comporte, vis-à-vis du Front national, comme un bouclier renforcé. Cette élection montre donc une radicalisation de l'espace de l'extrême droite : l'adhésion ou le refus dessinent des espaces de plus en plus étanches les uns aux autres. ■

J.-L.

Le duel Sarkozy-Hollande

Pourcentages des voix de Hollande dans la somme des voix de Sarkozy et Hollande au premier tour de l'élection présidentielle de 2012



SOURCES : HLB, MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Supposons que seuls les votes pour François Hollande et Nicolas Sarkozy aient compté au premier tour, à l'exception de tous les autres (ce qui est d'ailleurs vrai pour l'accès au second tour). On peut alors dessiner la carte des zones où chacun l'emporte au premier tour sur son adversaire du second tour. C'est ce que montre la carte ci-dessus : on a représenté le pourcentage des voix obtenues par Hollande dans le total des voix Hollande + Sarkozy, à l'exclusion des huit autres candidats. Jeu de

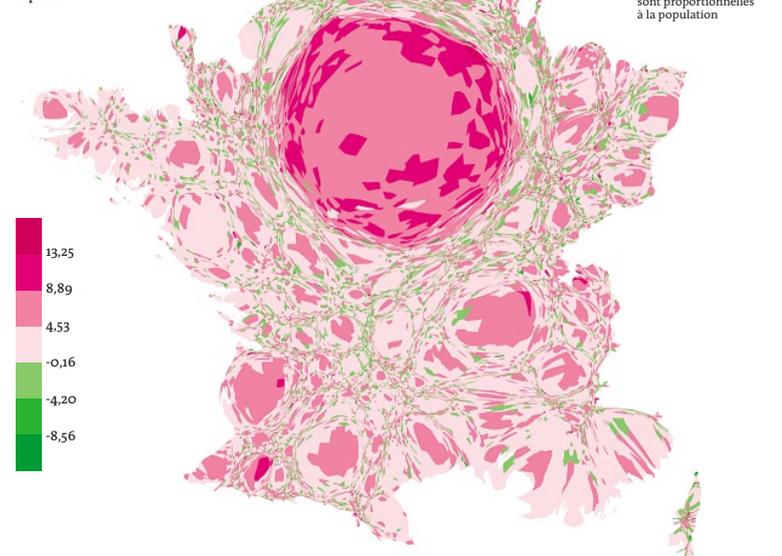
l'esprit, peut-on penser, puisque la mécanique complexe des reports va produire une carte différente au second tour. Pourtant, en 2007, les cartes du duel Ségolène Royal - Nicolas Sarkozy des deux tours étaient étonnamment semblables, comme si les voix des autres candidats s'étaient reportées en proportions exactes des scores de Royal et Sarkozy au premier tour. Plus remarquable encore : la carte du duel de cette année est presque identique à celle d'il y a cinq ans, ce qui autori-

se un pari sur le second tour, pari sur la distribution des votes dans l'espace, mais heureusement pas sur le résultat final. On remarque que les grandes villes ne se distinguent pas encore nettement de leurs territoires régionaux comme elles le font pour les votes extrémistes. La différence des modes de vie urbain et extra-urbain, qui modèle de plus en plus la géographie du Front national, n'a pas encore eu d'effet net sur les partis de pouvoir. ■

H. L. B.

L'abstention, des périphéries vers le centre

Écarts entre les taux d'abstention aux premiers tours des élections présidentielles de 2007 et de 2012, en points



100 000
500 000
Les surfaces sont proportionnelles à la population

Discretisation standardisée

SOURCES : INSEE, MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR / CONCEPTION ET RÉALISATION : CHOROS, EPFL

Ce premier tour aura été celui des paradoxes. Alors qu'une crise à la fois profonde et inédite semblait appeler un débat sur des mutations substantielles, le débat n'a porté que sur des changements limités et superficiels. Alors que l'Europe et le monde étaient au cœur des problèmes de la société française, presque tous les candidats ont fait comme si tout se jouait en France, en présentant l'extérieur comme une menace. Alors que de grandes réformes pouvaient se faire sans dépense supplémentaire, les candidats ont continué de raisonner en termes de

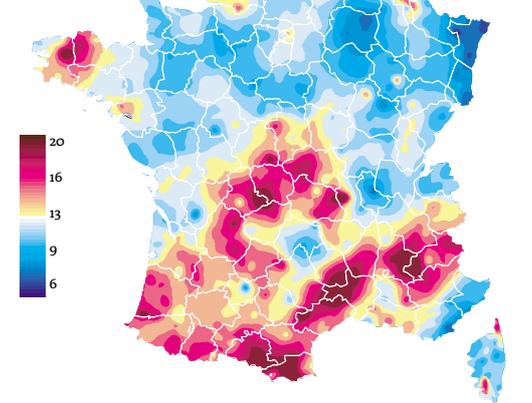
«promesses», en réduisant seulement le montant de leurs engagements. Sur tous ces points, les deux principaux candidats ont rejoint les protestataires, s'adressant à la France du non au référendum de 2005 et faisant ainsi de l'ensemble de l'offre électorale une variation sur un programme populiste. Cela a fonctionné, mais pas pour tous, comme le montre cette carte qui compare l'abstention en 2007 et en 2012. Dans l'ensemble, on sait que l'abstention est plus forte dans les villes que dans les couches populaires que dans les

catégories à capital social élevé. Or, en 2012, la croissance de l'abstention est plus forte dans les grandes agglomérations : pas seulement dans les banlieues, mais aussi dans les quartiers à haut niveau culturel ou économique, comme dans les centres-villes. Que ces quartiers votent habituellement à gauche ou à droite, la croissance de l'abstention y a été très nette le 22 avril. Le grand écart entre les discours populistes ambiants et les strates de l'électorat en principe le mieux vacciné contre eux commence donc à provoquer une vraie déchirure. ■

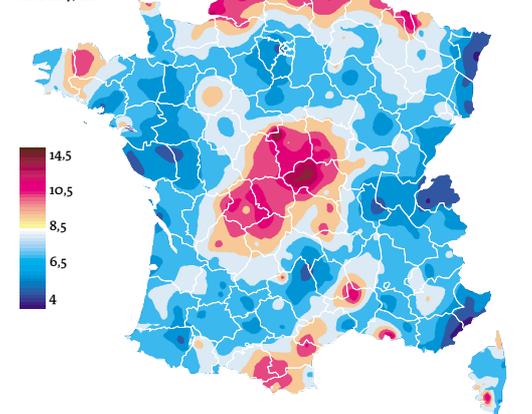
J. L.

La gauche de la gauche « se socialise »

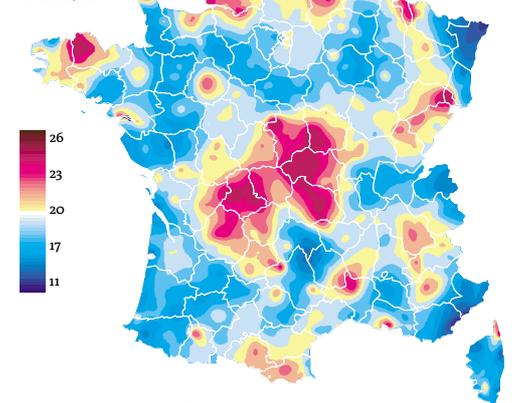
Votes en faveur de Mélenchon et de l'extrême gauche au premier tour de l'élection présidentielle de 2012, en %



Votes communiste et d'extrême gauche au premier tour de l'élection présidentielle de 2007, en %



Votes communiste, d'extrême gauche et en faveur de Chevènement au premier tour de l'élection présidentielle de 2002, en %



SOURCES : HLB, MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Àu premier tour de la présidentielle de 2002, la gauche du Parti socialiste (les trois candidats trotskistes, Robert Hue pour le Parti communiste et, à cette époque, Jean-Pierre Chevènement) totalisa 19,1% des voix, plus que Lionel Jospin, le candidat socialiste. Avec un tel score, ils jouèrent un rôle dans l'accès de Jean-Marie Le Pen au second tour. Depuis, en 2007 et à nouveau dimanche dernier, cette gauche plus volontiers tribunitienne et turbulente s'est assagie, du moins en pourcentage. Les candidats trotskistes enregistrent leur plus mauvais résultat historique, avec 1,8% des voix. Désormais, c'est Jean-Luc Mélenchon qui canalise ces courants de gauche, voire gauchistes. On pourrait penser que son vote «non» au référendum de 2005 et son alliance avec le Parti communiste auraient donné un regain de vigueur à ce dernier.

C'est plutôt l'inverse. Alors que la géographie de l'extrême gauche était encore dominée par le PC en 2002 et 2005, son implantation actuelle est assez différente. Elle est largement absente du nord de la France et, au contraire, très présente au sud. Elle s'éloigne ainsi de l'implantation traditionnelle du PC pour se rapprocher de celle du Parti socialiste, comme on peut le constater sur la carte en haut à gauche qui dessine les zones de force de François Hollande. Ce mouvement géographique a trouvé sa confirmation politique dans l'appel très rapide et très clair de Mélenchon à voter pour le candidat socialiste au second tour, sans poser de conditions ni demander de négociations. Ainsi la campagne de Mélenchon, qu'on avait souvent présentée comme rivale de celle de Hollande, l'a en fait épaulé. Ce sont deux faces d'une même pièce socialiste. ■

H. L. B.